

Monsieur le Secrétaire Général de l'UMA,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Wali,

Mesdames et Messieurs les Représentants des
Organisations Internationales,

Mesdames et Messieurs les Présidents des
Organisations Professionnelles,

Mesdames et Messieurs les Représentants de la
Société civile,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, permettez-moi de saluer cette louable
initiative qui intervient à un moment précis et
particulier :

- L'approche du 8 Mars, jour de la fête de la femme,
- La situation économique mondiale qui nous
impose de nous interroger sur notre avenir compte
tenu des défis qui nous guettent notamment
l'échéance de 2012 avec l'Union Européenne
d'autant plus que tout le monde s'accorde à dire
qu'aucun pays ne pourra faire face seul à

- l'exacerbation de la crise. La coopération régionale et la constitution de grands ensembles deviennent de plus en plus nécessaires.
- La situation de crispation qui prévaut dans la région.

Par cette rencontre, nous voulons croire tout d'abord que ce colloque n'est ni :

- une commémoration d'un jour sur 365 soit une considération pour la femme de l'ordre de 0,0027% /an hélas,
- ni l'occasion de verser des larmes sur la situation de la femme maghrébine et l'UMA.
- Mais plutôt, l'occasion de relancer les relations maghrébines et l'intégration économique nécessaire de nos pays.

Au niveau de l'UFIA, nous pensons et croyons que la femme arabe de manière générale et maghrébine en particulier pourrait réussir là où nos hommes butent encore.

Mesdames et Messieurs,

Le sujet que vous avez choisi revêt une grande importance pour l'avenir de nos pays et leur perception au niveau international.

D'une part, pour faire face à la crise et aux exigences du développement économique, il apparaît encore une fois que l'intégration régionale comme choix stratégique pour créer les conditions d'une croissance économique pérenne et d'un développement humain dans notre région est incontournable.

D'autre part, si la femme, depuis l'origine a toujours été un acteur économique, il se trouve qu'elle constitue aujourd'hui, plus que jamais, un vecteur essentiel dans le développement durable et bénéficie d'une attention particulière des organisations internationales : Scolarisation des filles, éducation, santé....

Au niveau de la femme entrepreneur, un intérêt de plus en plus important lui est accordé notamment dans notre région qui vient de connaître en si peu de temps 2 grandes manifestations internationales sur l'Investissement féminin. Ces deux congrès organisés respectivement par L'Union des Femmes Investisseurs Arabes et l'OCDE- MENA ont permis non seulement de faire le point sur l'avenir de notre région mais aussi la Femme investisseur de manière générale, son rôle dans le développement économique et tracer un plan d'action.

Cependant trois remarques s'imposent :

- Ce thème touche comme nous allons le voir à des aspects macro et micro-économiques, sociaux, législatifs, politiques, culturels et de gouvernance...
- Evolution lente résultant des pratiques du passé (expérience et situation acquise sur plusieurs décennies),
- Aspect ignoré dans le monde académique, en raison du cloisonnement disciplinaire entre la famille (ou la vie privée) et le travail. D'où, l'appel de notre Union pour des partenariats notamment avec le monde universitaire.

Pour cerner le sujet, nous commencerons tout d'abord par dresser un diagnostic sommaire du non Maghreb, la situation de la femme entrepreneur et ses contraintes pour déboucher sur les voies et moyens de dépassement.

I/ Diagnostic

Si comme il ressort de la déclaration de Marrakech du 19-20 Février 2007 issue du Forum pour le développement en Afrique du Nord, l'intégration régionale est un impératif pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et renforcer le poids de l'Afrique du Nord dans les équilibres régionaux pour devenir un partenaire effectif dans l'économie mondiale ; il s'avère que les chiffres ne nous rapprochent pas de ce souhait. C'est ainsi, que dans le rapport de l'OMC de 2008, on relève que les échanges commerciaux entre les 5 pays de l'UMA se sont limités en 2006 à 2,4 Milliards de dollars US alors que les échanges potentiels sont estimés à 13,6 milliards de dollars US. Dans le même temps, on constate que le volume des échanges entre les pays maghrébins et l'Europe atteint 67%.

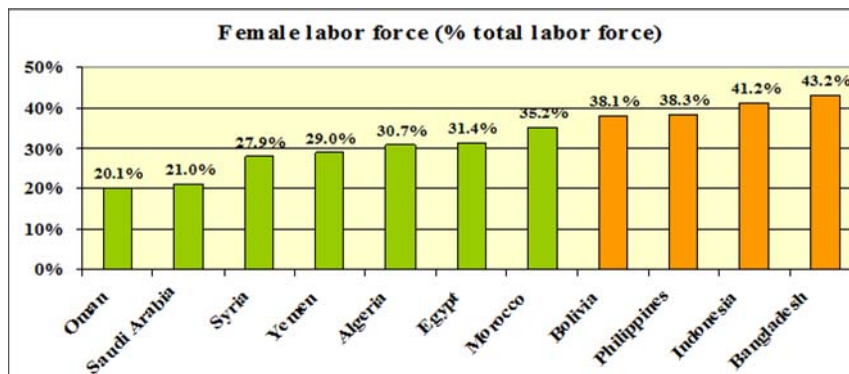
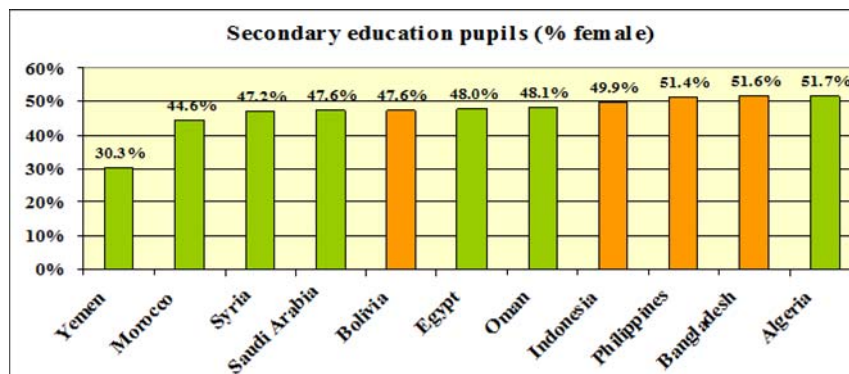
Par ailleurs, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) sur l'Afrique du Nord, il y a quelques

années déjà, concluait que l'Union Maghrébine, quand elle deviendra effective, devra permettre la multiplication par dix du volume des exportations dans cet espace. En attendant, les pertes de croissance dues à la non UMA sont estimées par les experts à 2%. C'est-à-dire que si l'UMA était effective elle aurait fait gagner à ces 5 membres une valeur ajoutée annuelle de l'ordre de 10 milliards de dollars soit l'équivalent de 5% de leurs produits intérieurs bruts cumulés.

Parallèlement, lors du forum des hommes d'affaires maghrébins tenu à Alger, 600 patrons du Grand Maghreb ont été unanimes à réclamer la mise en œuvre de l'intégration maghrébine.

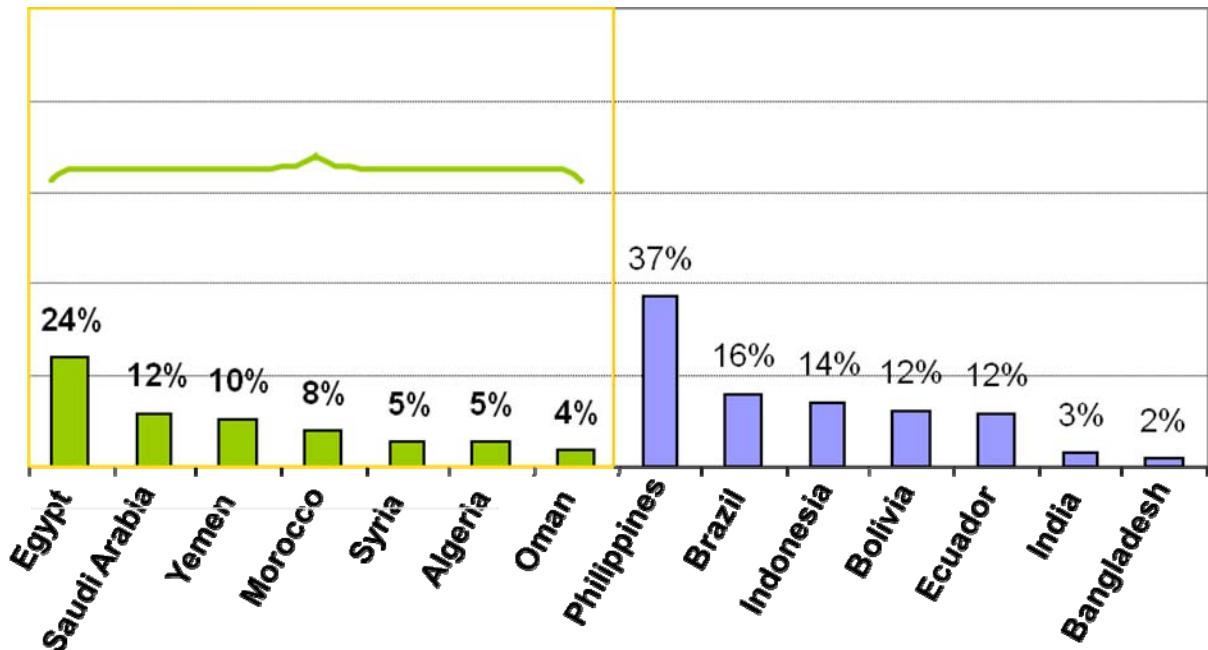
Sur le plan du rôle de la femme dans le développement économique, il faut noter avec la Banque Mondiale que même avec plus d'éducation dans les pays arabes, il n'y a pas de rattrapage en termes de participation des femmes au marché du travail et que le pourcentage de femmes propriétaire d'entreprise reste modeste comme le montrent les tableaux ci-dessous :

Plus d'éducation dans les pays arabes mais pas de rattrapage en termes de participation des femmes au marché du travail



En termes d'entrepreneuriat féminin, les différences avec les autres régions sont moins grandes

Pourcentage des entreprises dont le propriétaire est une femme



Certes, au niveau du monde arabe, on constate une volonté de plus en plus affirmée de promouvoir l'entrepreneuriat féminin accompagnée le plus souvent d'actions concrètes à travers un ensemble de réformes profondes touchant tous les niveaux : droits humains, politiques et économiques :

- 1) Au niveau des droits humains : il est à noter la signature par certains pays de la convention des droits sur la femme, sur l'élimination de toutes les formes de discrimination, code de la famille,...
- 2) Au niveau politique, l'accès de la Femme au Parlement...
- 3) Au niveau économique, il est à noter diverses dispositions dont la réforme du code de commerce qui a permis à la femme d'exercer toute activité professionnelle sans autorisation

préalable du conjoint, l'introduction de dispositifs d'encouragement à la création de fonds de soutien à la TPME et de nouveaux instruments de financement (capital risque, microcrédit...).

Au Maroc, grâce au processus de modernisation dans lequel il s'est inscrit, le taux des entreprises dirigées par les femmes tous secteurs confondus a atteint 12%, le nombre d'entreprises créées par les femmes a atteint 2500 en 2008 contre 1700 en 2007.

Mais est ce pour autant suffisant comme résultats ?

Certainement pas comme l'a souligné Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa dans son discours inaugural du congrès que nous avons organisé Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI et la Présidence Effective de Son Altesse du 28 au 30 Octobre 2009 à Skhirat autour de :

Quelle Stratégie de Développement de l'Investissement au Féminin ? :

« les résultats que l'entrepreneuriat féminin a accomplis sont dus aux efforts des femmes pionnières et sont donc votre victoire tangible sur les réactions de découragement et sur le doute d'hier ; mais ils incitent néanmoins à lever sans complaisance les obstacles qui s'érigent encore sur le chemin d'un développement

durable dans lequel l'investissement au féminin doit trouver sa véritable place...votre union est une preuve de cet élan constructif parce qu'elle est très attentive à ce que la région arabe requiert face aux mutations profondes du système international ».

D'où la nécessité de mesures volontaristes impliquant les gouvernements, les organisations internationales, les opérateurs économiques et les organisations régionales et locales de la société civile pour permettre une plus grande participation de la femme au développement durable et à la création de richesse

Aussi, pour l'Union, il s'agit de lever rapidement les contraintes dont la femme entrepreneur, continue de souffrir.

Celles-ci qui sont selon les spécialistes : d'ordre sociétales, organisationnelles, et/ou ayant des causes liées aux stratégies des acteurs eux-mêmes, et une certaine discrimination dans le climat des affaires : accès au crédit, aux marchés, le foncier...

D'où la nécessité d'agir car les femmes entrepreneurs sont confrontées à plusieurs obstacles dont la discrimination systémique inhérente à leur condition de femme, l'absence d'outils d'accompagnement et d'orientation, un difficile accès au financement et des conditions de crédit très peu avantageuses. Dans ce contexte, il s'agit de fixer des priorités, parmi lesquelles le changement des mentalités et

la lutte contre les stéréotypes sexistes constituent l'une des plus importantes

III/ L'avenir du Maghreb et de la Femme Entrepreneur

Toutes les études montrent que la femme investisseur doit occuper sa véritable place dans le développement durable, Qu'elle est tout aussi compétente que l'homme, Mais, il y a :

- une nécessité d'élaborer une stratégie d'action pour mobiliser les gouvernements, les organisations internationales, les opérateurs économiques et la société civile pour la mise en place de politiques et moyens concrets qui permettront à la femme en général et la femme investisseur en particulier d'occuper la place qui lui revient dans le développement durable et ;
- la création d'outils nécessaires pour accompagner et promouvoir la femme investisseur.
- à développer les relations entre les femmes investisseurs arabes, africaines, européennes et américaines à travers un réseautage et partage d'expériences ;
 - Promouvoir et encourager de la scolarisation des filles ainsi que la création d'un climat d'égalité homme femme,
 - Dégager une véritable volonté politique au sein de toutes les instances et une facilitation économique tout en envisageant des techniques de discrimination positive.
 - Le lien fort entre performance et femme mérite d'être davantage connu et reconnu ainsi que les qualités managériales des femmes.

-

Nous pensons que la stratégie à mettre en œuvre passe par la nécessité d'abord d'arrêter des politiques claires visant à lever tous les obstacles au développement de la femme entrepreneur et leur offrir l'accompagnement nécessaire (formation initiale, continue, fonds de soutien...), de mettre en place des outils de veille de suivi et d'anticipation pour permettre un accompagnement efficace et efficient de la femme entrepreneur, de dégager des moyens spécifiques pour l'encouragement de la femme investisseur.

Pour se faire, l'Union, a interpellé les gouvernements de la zone MENA et les organisations internationales à apporter leur contribution à ce vaste programme d'action qui a besoin de la convergence et coordination des politiques et moyens tout en s'appuyant sur les organisations de la société civile régionales et locales pour favoriser la promotion de la femme entrepreneur à travers l'élaboration de plans d'action concerté, la convergence des efforts et la fédération des moyens .